ASSEMBLÉE NATIONALE

10 janvier 2025

PJL D'URGENCE POUR MAYOTTE - (N° 772)

Adopté

AMENDEMENT

N ° CE199

présenté par

Mme Voynet, M. Amirshahi, Mme Autain, Mme Arrighi, Mme Balage El Mariky, Mme Batho, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, M. Biteau, M. Nicolas Bonnet, M. Arnaud Bonnet, Mme Chatelain, M. Corbière, M. Davi, M. Duplessy, M. Fournier, Mme Garin, M. Damien Girard, M. Gustave, Mme Catherine Hervieu, M. Iordanoff, M. Lahais, Mme Laernoës, M. Lucas-Lundy, Mme Ozenne, M. Peytavie, Mme Pochon, Mme Regol, M. Raux, Mme Sandrine Rousseau, Mme Sas, M. Ruffin, Mme Sebaihi, Mme Taillé-Polian, Mme Simonnet, M. Tavernier et M. Thierry

-----

ARTICLE 7

Après la première phrase de l'alinéa 11 insérer la phrase suivante :

« Cette dernière peut instruire les dossiers dans le cadre de conventions avec ses homologues d'autres collectivités territoriales, métropolitaines ou ultramarines. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Accélérer des procédures parfois chronophages peut constituer un aspect positif dans le contexte d'urgence que vit Mayotte.

Cependant, il convient de tout faire pour permettre aux services concernés d'instruire tous les dossiers. Le risque d'une situation où « le silence entraîne acceptation tacite » mènerait à une augmentation de demandes ne répondant pas aux critères fixés doit être évitée.

La convention avec des services homologues est un outil permettant de décharger lesdits services en permettant aux à leurs homologues de rendre un avis à ceux-ci, accélérant drastiquement l'instruction des dossiers.